

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20190424-RAP-DAEN0359		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société CORDTECH Int (groupe PORCHER) La Barnaude - BP 3 07000 Saint-Julien-en-Saint-Alban		S3IC 0061.02416 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Fabrication de câbles traités à base de fibres synthétiques destinés à être utilisés dans l'industrie du caoutchouc.		
Date du contrôle : 09 avril 2019		
Inspecteur(s) : Jean-Etienne MARTIN		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input checked="" type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle • Air		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Voisinage de l'entreprise		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07-2018-11-29-024 du 29 novembre 2018		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Mme X M. Y	<b>Nota : les noms des plaignants sont occultés (anonymat demandé)</b>	Voisin et plaignant Voisin et plaignant
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision Ardèche <input type="checkbox"/> Autre :	

## **I – Contexte**

L'usine CORDTECH International (Groupe PORCHER Industries) exploite à Saint-Julien-en-Saint-Alban, au lieu-dit « La Barnaude » une entreprise de confection de fils techniques. Les voisins de cette entreprise se plaignent des fumées odorantes émises par certains ateliers.

## **II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection**

Cette entreprise, actuellement en cours d'extension, procèdent à des activités d'enduction de fils par deux procédés employant soit des solvants organiques soit des bases aqueuses.

Les produits enduits sont séchés dans des fours adaptés à chaque procédé. Les vapeurs et fumées des lignes en phase solvant sont traitées dans des incinérateurs par oxydation technique.

L'origine de la nuisance rapportée par les 2 plaignants provient des fumées bleues issues des ateliers d'enduction à base aqueuse. Les odeurs apparaissent selon les conditions météorologiques (vent, inversion de température).

Les rejets atmosphériques de cette entreprise sont connus et font l'objet de contrôles annuels et inopinés (tous les 3 ans). Leur impact a fait l'objet d'une étude en 2012, renouvelée en 2017. Les conclusions ont montré que les produits rejetés n'étaient pas de nature à générer un risque sanitaire significatif pour le voisinage

L'inspection des installations classées a déjà identifié que ces fumées bleues, mêmes si elles ne présentent pas de risque sanitaire pour le voisinage, peuvent être à l'origine d'une gêne olfactive (odeur d'huiles brûlées).

C'est pour cela que dans le cadre de l'implantation de nouvelles lignes de production, la mise à jour (29 novembre 2018) de l'arrêté de fonctionnement du site a imposé la réalisation d'une étude technico-économique permettant de définir les équipements à mettre en place pour le traitement de ces fumées.

A ce jour cette étude a été réalisée, mais elle appelle des investigations plus approfondies pour déterminer avec précision les procédés de traitement à mettre en œuvre. Ces études devraient pouvoir être menées dans les prochains mois lorsque toutes les nouvelles lignes seront en place.

Le délai de suppression des fumées bleues ayant été fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'exploitant a encore un peu de temps pour parfaire ces études, définir et dimensionner les équipements de traitement à mettre en place.

Constat n° 1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 3.1.3 (odeurs) et article 3.24 (traitement des émissions lignes aqueuses de l'arrêté préfectoral n° 07-2018-11-29-024 du 29 novembre 2018.	Mise en œuvre des traitements de fumée, avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au plus tard.
<input checked="" type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Les plaignants rencontrés sur place ont été informés des présentes dispositions et ont semblé satisfait des réponses apportées à leur problème. L'inspection les tiendra informés de l'avancement des études et travaux prévus pour remédier à cet inconvénient.

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

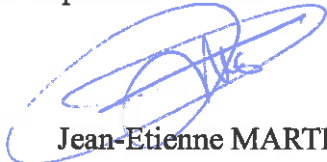
Cette plainte rappelle la présence d'un réel problème et la nécessité de respecter l'échéance imposée pour traiter les fumées bleues et même si possible de la devancer.

L'exploitant devra régulièrement tenir l'inspection informée de l'avancement des études et à termes devra fournir les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires.

**Signature de l'inspecteur**

le 10 mai 2019

L'inspecteur de l'environnement




Jean-Etienne MARTIN

**Vérificateur/Approbateur**

le - 9 MAI 2019

L'adjoint au chef de l'unité  
inter-départementale Drôme-Ardèche  
Pour la directrice,



Boris VALLAT

